

Certification du cacao, stratégie à hauts risques

François Ruf

CIRAD, UMR Innovation

francois.ruf@cirad.fr

Youssoupha N'Dao

Supagro, étudiant Master II

ndaougb@hotmail.com

Sylvaine Lemeilleur

CIRAD, UMR MOISA

sylvaine.lemeilleur@cirad.fr

Cet article « coup de poing » montre, chiffres à l'appui, comment la certification de masse du cacao en Côte d'Ivoire est loin d'atteindre les résultats annoncés.

La certification de produits tropicaux comme le café et le cacao a longtemps relevé d'un marché de niche, de type « commerce équitable » ou « agriculture biologique » de quelques milliers de tonnes. A la fin des années 2000, le secteur cacao connaît un virage vers la « certification de masse » basée sur un concept de « développement durable » combinant des normes environnementales, éthiques et des « bonnes pratiques agricoles » supposées augmenter les rendements. Les grands industriels du cacao déclarent viser des centaines de milliers de tonnes, voire la totalité de leurs approvisionnements en cacao certifié, vers 2020.

Cette certification de masse a été promue par l'agro-industrie et les ONG internationales comme Rainforest Alliance (RA) ou Utz. Face aux critiques récurrentes de lobbies environnementaux et médias envers les plantations de cacao accusées de détruire la forêt tropicale et exploiter le travail des enfants, l'industrie du chocolat a besoin de standards montrant sa prise en considération d'un développement dit durable. Ainsi les grands principes derrière le standard Rainforest Alliance tournent autour de normes environnementales (conservation des écosystèmes) et éthiques (traitement équitable des travailleurs, santé) tout en intégrant des « bonnes pratiques agricoles » telles que la taille des cacaoyers, une utilisation raisonnée des pesticides, la mise en place de fosses de compostage de déchets agricoles. Ces bonnes pratiques n'ont rien de bien nouveau mais doivent à la fois servir les objectifs environnementaux et améliorer les rendements et la qualité du cacao, l'ensemble devant créer les conditions d'un développement durable pour les pays producteurs et un approvisionnement durable en matière première pour l'industrie.

Dans un premier temps, les gouvernements des pays producteurs se montrent réticents, craignant une ingérence dans un secteur clef pour le budget de l'Etat. Mais la situation évolue. Au congrès mondial du cacao de novembre 2012, le président Ouattara cite la certification comme un outil clef de la modernisation du secteur cacao en Côte d'Ivoire. Quels avantages pour les planteurs de cacao ? Une enquête réalisée en 2012 dans 7 régions de Côte d'Ivoire auprès de 160 exploitations, 80 certifiées Rainforest Alliance (RA), en moyenne depuis 2 ans, et 80 non-certifiées, apporte des débuts de réponses.

Qui sont les planteurs certifiés ?

Probablement sans le savoir, les agences de certification articulent leurs activités sur les grandes lignes sociales qui structurent l'économie de plantation ivoirienne : 94% des planteurs certifiés sont des immigrants, seulement 6% sont autochtones (se définissant comme originaires de la région et se réclamant détenteurs d'un droit foncier). Alors les autochtones représentent au moins 25% des planteurs de cacao, ces chiffres bruts illustrent à la fois le poids de l'immigration dans la production de cacao et la tendance de la certification à favoriser involontairement les immigrants. Pourquoi ? Parmi les immigrants, les Baoulé, originaires du centre du pays, dominent la certification. Ils représentent 71% des certifiés, parce qu'ils étaient les premiers à s'organiser en coopératives. Les certificateurs ayant besoin d'organisations de planteurs, ils se sont naturellement portés vers ces coopératives existantes. Toujours parmi les immigrants, ceux venus du nord de la Côte d'Ivoire et des pays voisins, principalement le Burkina Faso ne représentent encore que 23% des certifiés alors que leur poids réel dans la production de cacao est supérieur à celui des immigrants Baoulé. Cette sous-représentation dans la certification s'explique par leur stratégie initiale de rejet des coopératives, vues comme un outil de contrôle de leurs activités. Mais la certification induit un changement involontaire sous l'effet de création accélérée de nouvelles « coopératives » créées par des acheteurs privés, rassemblant de nombreux planteurs originaires du « nord » (nord de la Côte d'Ivoire et pays au nord de la Côte d'Ivoire).

Les motivations des planteurs villageois : la prime avant tout.

Interrogés sur leur motivation à adhérer à la certification, 60% des planteurs citent la prime, en principe de 50 Fcfa/kg, soit 7,6 centimes d'Euros. 35% des planteurs, évoquent des services (traitements insecticides, transport du cacao) et l'amélioration de la qualité du cacao. Seulement 5% des planteurs évoquent l'amélioration de la santé, de l'éducation ou de l'environnement. En réalité, ce que les planteurs comprennent de la certification n'est rien d'autre qu'une rémunération de leurs quelques efforts sur la qualité du cacao ou leur participation occasionnelle aux « champs école », souvent attirés par un repas offert.

Protection des ressources forestières et biodiversité ?

Un des critères environnementaux est de garder 12 espèces forestières natives par hectare de cacao, et de 18 à 25 arbres au dessus de la canopée cacaoyère, pour garantir 30 à 40% d'ombrage. Même si quelques planteurs évoquent le changement de climat les incitant à revenir à un peu d'ombrage, aucun planteur ne respecte ces normes. On se situe autour de 2 arbres forestiers par hectare au dessus de la canopée cacaoyère, aussi bien chez les « certifiés » que chez les non certifiés. Certes, RA demande aux producteurs de planter des arbres et 10% des planteurs affirment le faire. Mais de l'aveu même des planteurs, entre les coups de machettes accidentels et la divagation du bétail, les chances de croissances de ces plantules restent faibles. Accessoirement, des planteurs se plaignent des intrusions de compagnies forestières dans leurs cacaoyères pour prélever les quelques grands arbres de

valeur encore présents dans leurs cacaoyères, sans que les agences de certification ne les aident.

Plus grave, le processus de certification masque la réalité des défrichements massifs de la forêt tropicale repris au cours des années 2000, aux dépens des forêts classées. Sur ce plan, la certification est proche de l'illusion : le processus de défrichement massif continue et quelques années plus tard, les plantations sont tranquillement certifiées.



*Plantation d'un jeune plant d'Iroko dans la cacaoyère :
« Peu de chances d'arriver au stade adulte »,
reconnaît la femme planteur*

Production, rendements par hectare, productivité du travail

Quand on demande aux planteurs de lister les enseignements techniques de la certification, ils citent en priorité la taille des cacaoyers et les traitements insecticides. Du point de vue des certificateurs, l'idée serait de réduire l'usage des pesticides en aérant les plantations par une taille sévère. Mais la majorité des planteurs évoquent un accès facilité aux pesticides. Pour l'instant la certification ne va certainement pas vers la réduction des pesticides. Le nombre de traitements déclarés reste d'ailleurs très proche chez les certifiés et non-certifiés, autour de 2 par hectare et par an. En fait de changement technique, il s'agit d'abord d'un changement social. Le contrat de certification fait organiser les traitements par des « brigades » mises en place par la coopérative. Les planteurs apprécient d'être déchargés des traitements insecticides. Il y a bien une modernisation, des économies d'échelle sur le matériel de pulvérisation et l'organisation des traitements, un meilleur contrôle des produits et respect des doses. Mais combien de temps ces traitements seront appliqués efficacement s'ils ne sont plus du tout fait par les intéressés ?

Quand aux autres changements techniques demandés aux planteurs, ils impliquent tous une augmentation du temps de travail et du risque : la taille des cacaoyers augmente la production mais doit se répéter chaque année et n'est pas sans risque sur la mortalité des cacaoyers en cas de sécheresse. De fait les planteurs écoutent la bonne parole sur la taille au « champ

école » mais peu l'appliquent réellement sur leurs parcelles. Sur déclaration, on obtient une moyenne de 2 troncs ou tiges par cacaoyer, similaire chez les certifiés et les non certifiés. En allant compter au champ le nombre de tiges de cacaoyers, on trouve quand même 20% de tiges en moins chez les certifiés, à mettre à l'actif de la certification.

Pour un hectare, les opérations de récolte, fermentation et séchage des fèves, jusqu'à la vente des sacs de cacao demandent 17 à 18 jours. Il leur est demandé de passer d'une récolte par mois à une récolte par quinzaine. C'est quasiment infaisable au-delà d'un hectare de cacao par exploitation. Or la moyenne tourne encore autour de 4 à 5 hectares.

Pour le compostage des cabosses, creuser des fosses chaque année dans les plantations n'est pas à la portée des planteurs âgés, et n'est fait que par 20% des planteurs certifiés. L'interdiction des herbicides a peut-être des justifications environnementales, mais implique de revenir à 10 jours de travail par traitement et par hectare au lieu d'un seul jour. On retrouve donc des boîtes d'herbicides chez certains certifiés.

La certification se heurte donc à des contradictions structurelles : raréfaction de la main d'œuvre et sous-estimation des risques. On plonge même parfois dans l'irréel, avec par exemple l'interdiction de la technique du brûlis, presque indispensable, et de la chasse des rongeurs nuisibles.

Au final, les moyennes de rendements par hectare déclarées tournent autour de 620 kg/ha chez les certifiés contre 570 kg/ha chez les non certifiés ; ces différences ne sont pas significatives. Peut-être faut-il attendre quelques années mais on peut aussi avoir des doutes sur l'application et la faisabilité économique de certaines techniques promues, ne tenant pas compte de la productivité du travail et des risques.

Les revenus

Compte tenu de l'augmentation du travail et de l'effet limité sur les rendements, le gain de revenu des exploitations certifiées dépend de la prime de 50 Fcfa/kg. Pour la coopérative aussi, le principal intérêt réside dans sa prime de 50 Fcfa/kg encore que l'exportateur se sert dans cette prime pour recouvrer les prêts consentis. Le « business model » est-il vraiment viable ?

La qualité du cacao

Les planteurs certifiés évoquent volontiers la nécessité de fermenter les fèves 6 jours au lieu de 2, d'utiliser des claies en bambou plutôt que des bâches plastiques pour sécher les fèves. En 2011/12, au-delà de leur discours de « bons élèves », les planteurs fournissent quelques efforts sur la qualité, incités par la carotte (la prime) et le bâton (les réfractions sur le prix selon la qualité). Mais depuis la réforme politique de septembre 2012, avec un prix fixé et contrôlé par l'Etat, les exportateurs n'ont plus la possibilité de payer le cacao à la qualité. Ils prennent ou rejettent. La réponse des planteurs est immédiate : ils trient le cacao et font un séchage des fèves complet. Comparativement au coûteux dispositif de la certification, cette mesure de politique publique est plus décisive et élégante pour améliorer la qualité. Même les grands industriels du secteur avouent leur surprise. Leurs coûteux investissements réalisés ces dernières années dans leurs usines pour reprendre le séchage et remonter la qualité sont

rendus presque caduques par cette réforme politique. Du coup, en 2012/13, au plan de la qualité, il n'y a plus grande différence entre cacao certifié et non certifié.

Propreté du village et santé

Quand ils achètent du cacao certifié, les consommateurs ne savent sans doute pas qu'ils encouragent la mise en place de trous à ordures dans les cours des maisons des producteurs : 50% des planteurs certifiés respectent cette consigne.

Quand les traitants et pisteurs se transforment en « coopératives »

Un des effets probablement inattendus de la certification est la soudaine accélération de la création de coopératives créées par les acheteurs privés, les fameux « traitants » ou « pisteurs ». Ils transforment leurs planteurs en « membres de coopératives » pour participer à l'aubaine de la prime de certification (Fig.1). D'un côté, on peut y voir un phénomène intéressant et positif, d'adaptation du réseau de commercialisation à un nouveau contexte politico-économique, preuve de sa vitalité. Il y a aussi quelques traitants, plus honnêtes, qui ont suscité tout un plan d'organisation de « leurs planteurs » pour obtenir la certification sans masquer leur statut de traitant. Mais d'un autre côté, ces nouvelles « coopératives » gérées et dirigées par un acheteur privé contribuent à jeter le flou sur des structures déjà incertaines.

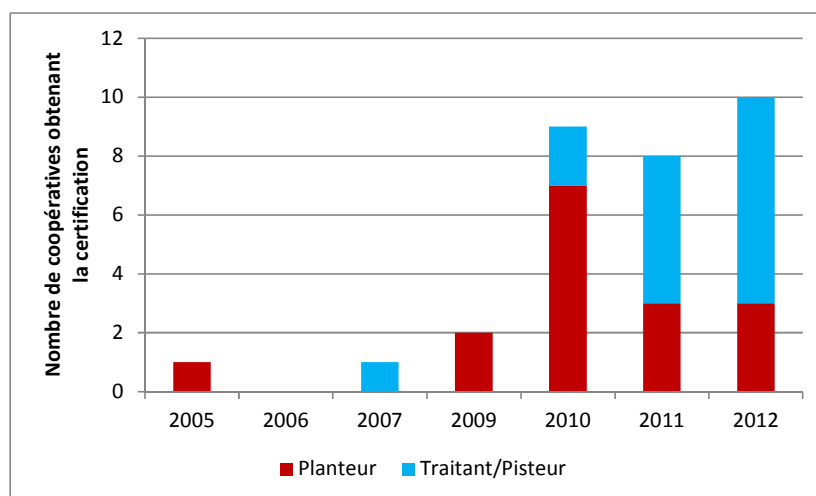


Fig.1 Date de certification de 33 coopératives, selon leurs fondateurs

Traçabilité et coopératives

Les visites de plantation et des coopératives font émerger des doutes sur les audits de la certification. Les cahiers des charges sont trop complexes, avec de nombreux critères invérifiables, les conditions pour devenir auditeur trop floues, et le nombre des auditeurs, même en admettant qu'ils soient qualifiés, est trop limité pour que les audits soient crédibles. La grande majorité des plantations peuvent être certifiées 4 ans sans recevoir une seule visite. Par ailleurs, pour les coopératives, il est facile de convertir du cacao ordinaire en cacao certifié ou réciproquement de faire croire aux planteurs que leur cacao est vendu en cacao ordinaire.

Les charges liées à la certification donnent la tentation aux coopératives de tricher sur les tonnages achetés aux planteurs et vendus aux exportateurs.

Traçabilité et « Mass balance »

On ne peut ignorer le « Mass balance ». Dans les usines, la mise en place de 2 chaînes de fabrication de chocolat non-certifié et certifié serait d'un coût élevé. Les compagnies ont donc négocié le droit de ne pas les séparer, simplement d'ajuster le volume de vente de chocolat certifié à celui des achats de cacao certifié. La notion de traçabilité est finalement tout aussi fragile en aval de la filière qu'en amont (de la parcelle à la coopérative).

Conclusion

Au plan environnemental et éthique, et au plan de la traçabilité, on comprend la démarche, qui se veut progressive, mais les moyens et les résultats de la certification de masse sont loin des objectifs proclamés. Les consommateurs n'achètent donc pas le produit qu'ils croient acheter. Le comble est sans doute la certification de plantations créées dans les forêts classées. La certification masque la réalité au lieu de s'y affronter. Les risques politiques et médiatiques de la certification du cacao sont donc immenses.

En réalité, cette certification de masse et ses standards relèvent d'abord d'une tentative de vulgarisation agricole, visant à augmenter les rendements par hectare des plantations. Certes, cette étude émet des doutes sur cet objectif, soulignant l'ignorance de la démarche sur la productivité du travail et les risques encourus par les planteurs villageois. Ceux-ci sont d'ailleurs souvent beaucoup plus professionnels que ne veulent le croire les promoteurs de la professionnalisation des planteurs villageois. Mais au moins une partie des planteurs déclarent apprécier d'être conseillés. Au-delà de l'aspect « récitation » pour protéger leur prime, il est vrai qu'ils n'étaient plus guère conseillés depuis des années. Il n'est donc pas illégitime de demander au consommateur de participer au coût du conseil agricole et d'une possible modernisation de la cacao-culture. Mais alors, la certification de masse devrait communiquer en cohérence avec ce qu'elle est : avant tout une démarche productiviste en termes de rendements par hectare, avec la justification qu'elle est susceptible d'améliorer les revenus des planteurs.

Face à ces incertitudes, la demande mondiale en cacao/chocolat certifié risque de fléchir. L'industrie commence elle-même à sentir le danger. Parmi les coûts élevés de la certification, la maigre prime payée au planteur deviendra la première variable d'ajustement. Or les « réceptions » des planteurs en faveur de la certification s'expliquent avant tout par leur intérêt pour la prime, certes pas toujours complètement payée, mais utile car distribuée en période de bas revenus.

Si la prime s'arrête, les planteurs abandonneront la certification. Cet édifice de « développement durable » relève plutôt de la bulle commerciale destinée à éclater. La démarche demande donc à être complètement repensée, sur des objectifs plus transparents, mieux vérifiables, discutés avec les planteurs, et intégrant les premières conditions de la « durabilité », pour l'instant largement ignorées par la certification: replantation cacaoyère, réhabilitation par greffage des vieilles cacaoyères, et place des cultures vivrières pour la

sécurité alimentaire. Quel est l'intérêt d'une éventuelle réduction des herbicides dans la cacaoyère si le planteur n'a d'autre choix et alternative que d'en épandre dans sa rizière voisine ? Enfin, cette certification qui évite soigneusement d'aborder les problèmes fonciers devra s'y affronter, ne serait-ce que pour limiter les fraudes sur les surfaces et productions déclarées de cacao « certifié ».

Enfin, bien des planteurs construisent et développent leurs propres innovations, telle que la fertilisation organique, par exemple la mise en place de toute une filière de commercialisation de fiente de poulet, avec des camions de 25 tonnes circulant dans toute la zone cacaoyère, d'Est en Ouest. On voit aussi émerger l'association de l'élevage d'ovins et caprins avec un début d'utilisation locale de fumier. Or tout cela est largement ignoré par les démarches descendantes comme la certification. Comme toutes ces démarches consistant à considérer que le planteur villageois est un amateur à qui l'on vient enseigner les « bonnes pratiques », le processus de certification renvoie aussi à des formes d'ignorance des « développeurs », ne sachant pas reconnaître la capacité d'innovation, la rationalité et le professionnalisme de nombreux planteurs. Pour leur propre avenir et durabilité, les agences de certification, les ONG internationales et certains industriels ont aussi à apprendre dans ce domaine. Il y a urgence car ce que nous observons ici en Côte d'Ivoire vaut pour d'autres pays. En 2012 et 2013, nos observations à Sulawesi, en Indonésie, le 3^e producteur mondial, semblent aller dans la même direction.